Burundi : Le pouvoir répond aux accusations d’atteinte aux droits de l’Homme

RFI, 29 avril 2016 Arrestations, torture, impunitÃ©Â : la ministre de la Justice du Burundi rÃ©pond aux accusations Au Burundi, cela fait maintenant un an que le pays est plongÃ© dans une violente crise politique nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat. La contestation dâ€™abord pacifique a fini par devenir violente face Ã la rÃ©pression et au durcissement du pouvoir. [Photo : AimÃ©e-Laurentine Kanyana est la ministre burundaise de la Justice. Elle rÃ©pond aux questions de Carol Valade]

Une rÃ©pression maintes fois dÃ©noncÃ©e par lesÂ ONG internationales de dÃ©fense des droits de lâ€™homme telles que Rights Watch, Amnesty International mais aussi par les Nations unies.Outre les nombreuses vies humaines perdues au cours de cette annÃ©e, les rapports font Ã©tat dâ€™arrestations arbitraires, de centaines de disparus mais aussi dâ€™un usa massif de la torture dans les lieux de dÃ©tention. Face Ã ces accusations, les autoritÃ©s burundaises rÃ©pondent quâ€™il s de mensonges et de manipulations visant Ã dÃ©stabiliser le pays. AimÃ©e-Laurentine Kanyana est la ministre burundaise de la Justice. Elle rÃ©pond aux questions de Carol Valade. Â«Â Moi je crois que vraiment ce sont juste des rumeurs qui se racontent ici et lÃ , pour donc, ternir lâ€™image de la justice burundaise. Parce que je sais que, si mÃªme on va dans les prisons, on va y trouver des personnes en provenance de toutes les couches de la population, il nâ€™y a pas dâ€™impunitÃ©. sais quâ€™il y a des membres des corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© qui ont Ã©tÃ© apprÃ©hendÃ©s pour avoir commis d crimes.Â Â» Ecouter AimÃ©e-Laurentine Kanyana sur RFI